

215

AG 178540
BA TH306

CIRAD-EMVT
Campus de Baillarguet
B.P. 5035
34032 MONTPELLIER Cedex 1

Ecole Nationale Vétérinaire
d'Alfort
7, avenue du Général de Gaulle
94704 MAISONS-ALFORT Cedex

Institut National Agronomique
Paris-Grignon
16, rue Claude Bernard
75005 PARIS

Muséum National d'Histoire Naturelle
57, rue Cuvier
75005 PARIS

27 MAI 1999

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES PRODUCTIONS ANIMALES EN REGIONS CHAUDES

SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE

ELEVAGE, PRODUCTION DE VIANDE
ET DISPONIBILITE EN LAIT AU GABON
ET AU CAMEROUN

par

Odette OKOUMAMBOUE

CIRAD-Dist
UNITÉ BIBLIOTHÈQUE
Baillarguet

année universitaire 1997-1998



TH02862

SOMMAIRE

	Pages
Introduction.....	1
Résumé.....	2
 Première partie : Le CAMEROUN et le GABON.....	 3
I. Situation générale.....	3
II. Elevage.....	3
A) Animaux exploités et types d'élevages.....	3
- Au Cameroun	
- Au Gabon	
B) Paramètres zootechniques.....	10
C) Aspect sanitaire.....	12
 Deuxième partie : Aspect économique.....	 13
I. Ravitaillement en viande et en lait.....	13
A) Ravitaillement en viande.....	13
B) Ravitaillement en lait.....	15
II. Commercialisation.....	16
 Troisième partie : Importance socio-économique des activités d'élevages.....	 22
A) Comparaison entre les deux pays.....	22
B) Perspectives.....	22
Conclusion.....	25
Bibliographie.....	26

CIRAD-Dist
UNITÉ BIBLIOTHÈQUE
Baillarguet

INTRODUCTION

D'après AMSLER (1) l'Afrique est l'un des continents où le déficit en protéines animales est le plus marqué. Il possède un potentiel fourrager non négligeable, mais un tiers du territoire est infesté de glossines, ce qui le rend inexploitable.

L'étude a portée sur deux pays d'Afrique équatoriale : le **CAMEROUN** et le **GABON**, en raison des conditions écologiques, sociales, et économiques qui sont presque les mêmes à quelques différences près. L'objectif de cette étude est de tirer des enseignements, afin de voir dans quelles mesures ils peuvent être mieux adaptés au contexte local. Les disproportions qui sont observées entre les parties sont dues à l'accent qui a été mis sur certains aspects, afin de mettre en exergue les quelques différences qui existent entre les deux pays.

RESUME

Cette étude concerne le Cameroun et le Gabon, pays d'Afrique Équatoriale, pour des raisons de similitude à quelques différences près. Les territoires sont difficilement exploitables à cause de l'infestation glossilienne.

Cependant, certaines mesures sont prises pour faire face à cette situation. Une importante baisse des importations a été effectuée au Cameroun entre 1989 et 1991.

Au Gabon, les importations continuent encore. Mais grâce aux efforts réalisés de part et d'autre, l'avenir semble prometteur, même s'il y a encore de nombreux obstacles à surmonter.

MOTS - CLES

Afrique Équatoriale, protéines animales, types d'élevages, productivité, alimentation, abreuvement.

CIRAD-Dist
UNITÉ BIBLIOTHÈQUE
Baillarguet

PREMIERE PARTIE : Le CAMEROUN et le GABON

I. Situation générale

Ces deux pays dont les capitales sont respectivement Yaoundé et Libreville ont des superficies de 475 000 km² pour l'un (6) et 268 000 km² pour l'autre. Le GABON est à cheval sur l'équateur. En 1995, la population camerounaise était de 13,23 millions d'habitants soit 27 habitants /km² en moyenne avec des variations selon la région(23) ; le GABON comptait 1 358 000 habitants (les gabonais) en 1996 soit 5 habitants/km² (24). Au CAMEROUN dans certaines régions on rencontre un climat équatorial avec une pluviométrie annuelle de 3 960 mm, la température est 26° C et l'humidité relative 83 %.

Au nord de la Sanaga, le climat est de type soudano-guinéen (500 mm, température moyenne annuelle 22° C, l'humidité moyenne 67 %) et enfin le climat sahélo-soudanien avec (560 mm, température 28° C., humidité moyenne 58 %) (25). Au GABON le climat est de type équatorial avec une humidité supérieure à 80 %, la forêt recouvre 85 % de la superficie, le reste est fait de savanes composées de prairies. La superficie camerounaise est également recouverte d'une forêt équatoriale ; on y trouve la savane arbustive, les steppes soudano-sahéliennes et des prairies d'altitude. LETENNEUR et al. (1995).

II. Elevage

L'agriculture au GABON est essentiellement basée sur la cueillette et qui plus est, le peuple gabonais n'a jamais eu vocation d'élevage. La chasse permettait aux gabonais d'avoir leur nourriture carnée, ils ne se souciaient donc pas d'élever (3).

Pour se ravitailler en viande aujourd'hui, le GABON doit importer. Ce secteur est très dépendant de l'extérieur. Le CAMEROUN par contre a une tradition pastorale. Il est à noter la présence des glossines dans les deux pays.

A) Les animaux exploités et les types d'élevages

On rencontre des bovins, des ovins, des caprins, des volailles, des porcs, des aulacodes et des achatines.

1. Tableau I : les animaux exploités :

	Cameroun		Gabon	
	Année	Effectif	Année	Effectif
Bovins	1984	3 500 000	1985	17 400
Ovins	1994	1 664 473	1986	96 000
Caprins	1994	2 014 504	1986	90 000
Porcins	1987	1 000 000		40 000
Poules		22 000 000	1980	120 000

Le CAMEROUN comptait en 1984 : 3 500 000 bovins (12) ; tandis qu'au GABON en 1985, il y avait 17 400 dont 1 300 N'dama issus d'un troupeau Présidentiel (1). D'après Elion C. (7) les effectifs de N'dama représentent environ 5 000 000 de têtes dont la grande partie se trouve en Afrique de l'Ouest (80 %), et (11 %) en Afrique Centrale.

Tableau II : Les races des bovins exploités au Cameroun LETENNEUR et al. (1995).

Races	%
Goudali	34,5
Bororo Akou	20,9
Bororo Djafoun	16,2
Peul	12,2
Croisés	8,2
Arabe	7,2
Taurins	0,8

Tableau III : Les races des bovins exploités au Gabon (1).

	Effectif	% de la pop.	% dans les villages	% dans les ranches
N'Dama	16 000	92	3	97
Baoulé	500	2,9	100	0
Autres et croisés	400	2,3	0	100
Total	17 400	100		

2. Les types d'élevages

Ils diffèrent dans ces deux pays sur certains aspects.

2.1. Bovins

2.1.1. Au CAMEROUN :

Du fait de la diversité de son climat et de sa végétation, le CAMEROUN dispose des potentialités pour plusieurs types d'élevages, notamment l'élevage des ruminants (bovins, ovins, caprins) (12). La notion de ranching a été introduite dans ces deux pays au cours du vingtième siècle. C'est le type d'élevage qui est plus ou moins pratiqué au GABON concernant les ruminants. Au CAMEROUN selon le type de spéculation (production de lait, de viande ou les deux, et le stade d'intensification), on peut classer ces élevages en extensifs, semi-intensifs et intensifs. Il peut aussi s'agir d'élevages traditionnels ou modernes. Les déplacements des éleveurs et leurs troupeaux peuvent être aussi des indicateurs. C'est ainsi que l'on fera la différence entre les élevages sédentaires ou nomades, des élevages transhumants ou non. Les effectifs jouent également un rôle dans la répartition des élevages. On pourrait d'une façon ou d'une autre distinguer les petits élevages, les élevages moyens, les gros élevages. S'ajoute à l'élevage l'association ou non d'autres activités agricoles, alors on parlera d'élevages purs, d'élevages combinés à une petite agriculture. Il existe aussi des élevages par délégation et le ranching. En général, ces classements se chevauchent.

D'après la F.A.O. (1989) les approches de recherche et du développement ne considèrent pas vraiment, ou plutôt, en tiennent compte mais pas très souvent, les problèmes relatifs à l'association agriculture/élevage au point de vue socio-économique, foncier, etc.

- Pour les élevages purs, ces fermes sont activement concentrées sur l'élevage bovin, et en tirent un revenu. Toutefois, on peut associer à cette activité le petit jardinage de légumes ou la vente de bois de chauffage, également l'élevage de petits ruminants et des volailles. Dans ce genre d'élevage, les bergers vivent dans des campements, en retrait. C'est ainsi que nombre d'entre les éleveurs mènent une vie de nomade ou transhumant, bien qu'ayant un repère fixe (12).
- Les élevages associés à une petite agriculture : L'activité principale est l'élevage, mais s'il s'avère que les revenus tirés de l'élevage n'arrivent pas à couvrir les besoins de la famille, alors on pratique une agriculture de subsistance.
- Les élevages par délégation ou confiage, se pratiquent en raison du statut du propriétaire du troupeau, qui peut être commerçant ou fonctionnaire habitant en ville. Ces bêtes sont donc confiées à un berger.

D'après BARDOUX (2) les systèmes de production sont déterminés par les facteurs écologiques, géographiques et économiques.

Les pratiques de ces types d'élevages sont variées. Pour une grande transhumance, les pasteurs Mbororo se déplacent sur de grandes distances, et ce sont de très bons éleveurs qui connaissent bien les animaux et ont de très grands troupeaux de bovins et d'ovins.

La petite transhumance est faite sur de petites distances notamment par des Arabes CHOA. Ils rencontrent de gros problèmes. En saison sèche où l'eau devient une denrée rare, tout le village transhume. A cette époque de l'année, ils peuvent accepter de garder d'autres animaux en plus des leurs.

L'élevage semi-transhumant est le type d'élevage pratiqué par les Peuls ou Foulbé. Les pâturages sont éloignés des villages, les animaux sont confiés aux soins d'un berger, qui les conduit dans des zones de décrues. Quant à l'élevage sédentaire, on le rencontre principalement chez les Kirdi. Les populations sédentaires agricoles guinéennes ne sont pas des éleveurs. L'élevage est une activité secondaire chez ce groupe ethnique. Il semble important de signaler que les pâturages naturels s'étendent sur presque la moitié du territoire camerounais, et sont susceptibles d'intensification au moyen d'une gestion des terroirs, organisée par les éleveurs et les cultivateurs, la réduction de l'espace fera que les éleveurs s'adonnent à l'agriculture ce qui est déjà le cas des cultivateurs pour l'élevage au CAMEROUN.

Dans l'Extrême-Nord du CAMEROUN, les véritables facteurs limitant le développement de l'élevage sont l'eau et l'alimentation. pour le GABON, il s'agit :

- d'absence de tradition pastorale, une tradition qui ne s'acquiert pas immédiatement, il faut d'abord qu'elle s'intègre dans les mœurs des populations ;
- de la trypanosomiose, de l'absence de matrices ;
- de l'alimentation.

2.1.2. Au GABON

Malgré l'absence de tradition pastorale, les autorités après l'indépendance ont créé des ranches, avec des bovins trypanotolérants. Hormis quelques unités privées, les autres ranches sont sous tutelles de l'O.G.A.PRO.V¹. et de l'AGRO-GABON²

L'O.G.A.PRO.V. a été créé en 1971 et comprend le ranche de Lékédi Nord, le ranche de Lékédi Sud et Okouma, les trois pratiquent l'élevage de type ranching intensif.

L'AGRO-GABON possède deux ranches en élevage extensif dont le ranche de la Nyanga et celui de Lékabi. Les ranches de l'AGRO-GABON ont progressé de 22,3 % en 1987 (22).

L'O.G.A.PRO.V. et l'AGRO-GABON ont pour rôles majeurs, la sélection et la multiplication. Ainsi, dans le fonctionnement de l'élevage du ranche Lékédi du Sud, d'après EYI NGUI V. (8) l'organisation (la gestion et l'exploitation des pâturages, la conduite du troupeau, la mise à la reproduction des génisses, la saison de vêlage, la disparition des animaux) n'est pas bien maîtrisée et encore moins fiable. Le ranche s'étend sur 1 050 ha, 810 ha seulement sont disponibles et exploités, le reste a été abandonné par suite de son embuissonnement et du surpâturage. Dans ce ranche, une seule monte est organisée dans l'année (décembre-février), ce qui donne une période de vêlage de septembre à novembre.

Les veaux sont sevrés à 7 mois environ sans tenir compte de l'étalement des naissances. Ce procédé nuit à la santé des veaux de fin de saison et en plus affaiblit les vaches précoces. Par ailleurs, le sevrage se fait en début de saison sèche, donc ces veaux sont soumis à deux situations : le stress du sevrage et la mauvaise qualité des pâtures. De fait leur croissance en est affectée.

Tous ces phénomènes sont la cause des résultats médiocres enregistrés dans ce ranche. Cependant il semble important de souligner qu'il y a des aménagements qui ont été réalisés, les huit parcs qui constituent le ranche sont totalement clôturés ; un abreuvoir assure l'approvisionnement régulier en eau potable de deux à quatre parcs, ce qui évite d'éventuelles contaminations en cas de maladies. Les fermiers qui assument le fonctionnement du ranche sont au nombre de sept. Ils bénéficient d'un hectare à chacun d'eux qu'ils peuvent exploiter à leur guise. Toutefois, la comptabilité du groupement se fait le 30 septembre et un compte rendu est effectué lors de l'assemblée générale qui se tient le 31 décembre de l'année en cours (17). A Lékédi Nord, en raison de nombreux vaccins qui ont été faits, notamment contre les avortements spontanés, la fièvre de la vallée du Rift, la campagne d'élimination de la brucellose dès 1981, le taux de fertilité en 1982 s'est régularisé. Un traitement prophylactique a été institué compte tenu de l'effet néfaste de la trypanosomiase sur la fertilité des troupeaux. Il faut noter que la race N'Dama est une race trypanotolérante. La réforme des vaches non fécondes, en fonction du nombre de veaux mis bas pendant les 2 ou 3 dernières années est envisagée.

Pour une rotation des pâturages, chaque ferme possède 8 parcs, les animaux les exploitent suivant la qualité des pâturages. Le temps mis sur certains parcs est d'environ 4,4 jours avec un temps de repos de 32 jours. Toutefois l'exploitation de ces parcs est irrégulière. D'autres parcs ne sont plus utilisés à cause de la mauvaise qualité du pâturage (sol latéritique) ou, parce qu'il y a eu embuissonnement.

En saison sèche, les animaux rencontrent moins de pâturages de bonnes qualités. Malgré le surpâturage, ils prennent du poids. Il faut tenir compte de la pesée du mois de septembre, pour une meilleure représentation de l'influence de la saison sèche.

¹ O.G.A.PRO.V : Office Gabonais d'Amélioration et de Production de Viande

² AGRO-GABON Société de Développement de l'Agriculture et de l'Elevage au GABON

Dans certains cas on note une bonne tenue du troupeau, mais une insuffisance de la capacité de charge théorique, fait croire que le système de fauche utilisé est très limité ou alors, la ration de 6,25 kg de matière sèche nécessaire à 1 UBT¹ est une évaluation exagérée. Les éleveurs doivent alors veiller à l'entretien des pâturages et ne pas permettre l'embuissonnement des parcs en détruisant les ligneux. L'appétence et la valeur nutritive de *Leucaena leucocephala* sont excellentes. Donc l'introduction de ces plants dans les parcs est à envisager (16).

D'après EYI NGUI (8) il ressort que les techniques utilisées par l'O.G.A.PRO.V. surmontent les difficultés imposées par le milieu équatorial. Par ailleurs le ranche de l'O.G.A.PRO.V initie ses employés de Lékédi Nord à l'élevage et procède à la diffusion de ses techniques. Cette incitation a révélé que le paysan gabonais reste un éleveur potentiel qui n'a cependant aucun moyen technique et financier, et encore moins un encadrement efficace et suffisant.

S'agissant du ranche de Lékédi Sud, les paramètres démographiques mettent en relief les facteurs limitants de la croissance des animaux qui ne permettent pas le renouvellement du troupeau :

↑	taux de fécondité	36 %
↑	taux de natalité	28 %
↑	taux de sevrage	75 %
↑	taux de mortalité des veaux < 7 mois	34 %
↑	taux de mortalité des vaches	2,36 %
↑	taux de mortalité des génisses	8,24 %
↑	taux de réforme des génisses	négligeable.

2.2. Petits ruminants

Au GABON, dans le programme de développement, les petits ruminants sont souvent négligés. Toutefois, la direction de l'élevage a créé une bergerie dans le Sud-Est, afin de développer l'élevage ovin dans cette zone, par la suite la bergerie s'est transformée en ferme productrice d'agneaux métis appelés race Okouma (nom du plateau sur lequel se trouve l'exploitation). A présent, l'effectif est sensiblement de 300 têtes. En 1982, des géniteurs ont été distribués à des potentiels éleveurs ayant une structure d'accueil. Il est à noter l'existence d'une bergerie Présidentielle, qui s'étend sur 800 ha. Vont s'ajouter dans les jours à venir des moutons de races marocaines : Beni-Guil, Sardi, Timadit (4).

Au CAMEROUN, les deux plus grandes difficultés étant l'approvisionnement en eau et en alimentation du bétail, généralement l'éleveur est contraint de faire un choix qui n'est pas sans répercussion sur le troupeau. Il s'agit principalement des élevages ovins.

Il aura par exemple à faire un double choix en saison sèche, pendant que les points d'eau se raréfient : ou il opte pour l'abreuvement, mais les animaux n'auront pas suffisamment de pâtures, ou alors il effectue des déplacements avec le troupeau à la quête de pâturages auquel cas les animaux ne peuvent s'abreuver qu'une fois par jour. Cette situation accroît les risques de maladies en raison de l'importance des animaux réunis et du fait d'une alimentation déficiente. Des conflits se sont multipliés ces derniers temps entre les agro-pastoraux.

Ainsi on peut noter qu'en 1993, les taux de mortalité variaient d'une ethnie à l'autre. Chez les Kirdi des montagnes et les ethnies de l'Extrême-Nord, le taux moyen était de 27,3 %, il était plus bas dans la plaine du Diamare (FOULBE et KIRDI des plaines), 11,8 %, il était encore plus bas chez les Islamisés, 2,8 %.

¹ UBT : unité du bétail tropical

Donc le taux de mortalité des ovins est plus élevé chez les Kirdi des montagnes et chez les ethnies de l'Extrême-Nord à cause des conditions climatiques et géographiques plus défavorables. Chez les caprins, le taux de mortalité est généralement de 24 %. D'après BOURZAT (5) les petits ruminants des provinces du Nord et de l'Extrême-Nord occupent 58 % du cheptel national.

En ce qui concerne le GABON, même si l'on exploitait toutes les surfaces disponibles dans le pays, notamment dans le Haut-Ogooué, les vallées de la Ngounié et de la Nyanga, également à Booué, les bandes côtières Fernand Vaz, Mayumba, Coco Beach, etc. pour des élevages de type intensif, c'est-à-dire un animal par hectare, non pas comme en ranching 2 à 5 animaux par hectare, le GABON ne couvrirait que 30 % de ses besoins.

2.3 Volailles

Pour les élevages avicoles et porcins, il en existe plusieurs types (traditionnel, semi-intensif et intensif) aussi bien au CAMEROUN qu'au GABON. D'après le Ministère de la coopération (13) l'aviculture est un volet de la production animale qui s'est le plus épanoui ces dernières années. Les élevages avicoles traditionnels sont les plus importants au CAMEROUN ; au GABON également on les rencontre dans tous les villages. Mais les statistiques faisant défaut, donner un chiffre exact est difficile. Ces élevages fournissent en général des poulets de chair, on y trouve aussi des pintades, des canards, des pigeons, des dindes. Ces oiseaux sont très peu nourris, plus ou moins logés, ne reçoivent aucun soin vétérinaire et sont à la merci de tous les dangers notamment des vols, des prédateurs, les épizooties, etc.(12).

Il n'y a aucun investissement (ni argent, ni temps) de la part du propriétaire. Il se contente de la faible production. En élevage traditionnel, on n'utilise aucun matériel. C'est pourquoi tous ces aspects font penser que la position de l'élevage avicole en milieu traditionnel risque de ne pas s'améliorer. Ces élevages sont utiles dans le cadre familial, destinés à l'autoconsommation.

Les élevages semi-intensifs se sont développés naturellement dans la périphérie des grandes villes. Dans ces élevages, les éleveurs consacrent un peu de temps aux oiseaux. A Libreville, au GABON, le nombre de ces élevages est assez important, mais donner un chiffre est également difficile en raison du manque de statistiques. Du reste, ces éleveurs se heurtent à de nombreux problèmes d'ordre financier, alimentaire et sanitaire pour la volaille. Les performances sont médiocres (manque de technicité). Mais on note dans certains cas, des exploitations bien tenues et quelque peu rémunératrices. Contrairement au CAMEROUN où l'élevage de pondeuses se fait de façon permanente et n'élève des poulets de chair que pour de grandes manifestations, au GABON, ces élevages sont généralement réservés à la production de chair puisque l'élevage des pondeuses est délicat (3), la vente des poules est faite auprès des commerçants et des restaurants. La dévaluation du franc CFA a freiné le développement de certaines actions favorisant ce type d'élevage au CAMEROUN.

Quant aux élevages industriels, ce sont de gros élevages appartenant aux réels professionnels. Là on parle de véritables établissements d'élevages avec spécialisation (pondeuses, poulet de chair, voire mixte), viennent s'ajouter à cela, de grands élevages commerciaux et des fermes privées, couvoirs, provenderiers. Associés au secteur semi-intensif, ces élevages couvrent complètement les besoins des villes.

Il y en a même qui sont actionnaires dans les marchés des pays frontaliers (CONGO, GABON, R.C.A¹). Toutes les normes sont respectées car ils sont en contact avec des vétérinaires et des professionnels.

¹ R.C.A. : République Centrafricaine

Il existe des accouvoirs en voici quelques-uns avec leurs capacités et leurs productions au CAMEROUN.

Tableau IV : Accouvoirs opérant au CAMEROUN et leur production (12)

Accouvoirs	Capacité	Production
Agrocam	6 240 000	2 892 000
Sac	3 780 000	1 520 000
Gilann	2 000 000	300 000
Onda Pb Douala	2 000 000	158 711
Onda Pb Muyuka	2 000 000	188 210
Onda Pb Kounden	200 000	131 040
Monastère Mbenguwi	156 000	53830
Dem*	500 000	50 000
Ferme Nyeck-Mink*	300 000	
Cacir*	300 000	
Autres		700 000
Total	17 776 000	5 993 811

† Couvoirs non fonctionnels

Tous les autres couvoirs sont fonctionnels.

Dem, ferme Nyeck-Mink et Cacir sont des couvoirs non fonctionnels

Au GABON, il y a deux importants élevages industriels : la SMAG² et la SIAEB³.

La SMAG a été créée en 1968 sous la forme d'une société anonyme, elle fonctionne avec un capital de 455 millions F CFA dont l'Etat gabonais et SONADIG⁴ (39 %), SOMDIAA⁵ (27 %), une société gabonaise (23,08 %), des actionnaires privés gabonais (3 %), SOGAPAR⁶ (2,42 %) et divers minotiers français (4,5 %).

D'après le tableau de l'économie gabonaise de 1987 (22), en 1987, la SMAG a réalisé un chiffre d'affaires de 11 321 millions F CFA, en 1988, elle a doublé son capital, 510 millions contre 455 millions F CFA l'année précédente.

Depuis sa création, l'élevage de pondeuses n'a fait qu'évoluer. En 1980, le chiffre d'affaires s'estimait à 4 milliards F CFA et le nombre de volailles environ 120 000. La société produit à Nkoltang 110 œufs par jour, soit 22 millions d'œufs par an. 98 % des besoins actuels du GABON sont couverts par cette production. Les 2 % qui restent sont assurés par le secteur semi-intensif.

La SMAG fonctionne avec une partie de capitaux étrangers. Les techniques modernes de production et les techniques commerciales sont également importées. C'est ainsi que la vulgarisation et la pratique de ces techniques demeurent non accessibles pour les élevages modestes du GABON.

La SIAEB : est financée à 50 % par l'Etat gabonais, 15 % par CO.MIL.OG.¹ et 35 % par la SOMDIAA.

C'est un élevage de poulet de chair. Elle cultive du maïs et du soja, qui servent à la fabrication des aliments composés. Elle a pour objectif de produire des poulets de chair,

² SMAG : Société Meunière et Avicole du GABON

³ SIAEB : Société Industrielle d'Agriculture et d'Elevage de BOUMANGO

⁴ SONADIG : Société Nationale d'Investissement du GABON

⁵ SOMDIAA : Société Multinationale de Développement pour les Industries Alimentaires et agricoles

⁶ SOGAPAR : Société gabonaise de Participation et de Développement

¹ CO.MIL.OG : Compagnie Minière de l'Ogooué

réservés au marché local, dont 2 500 tonnes par an, soit 2 000 poulets, or le marché national est estimé à 6 000 tonnes en 1982 (7 millions de dollars de volailles importées). Cependant la production des années suivantes devrait être capable de satisfaire le marché national (3).

Elle va ravitailler en provende le centre avicole du secteur départemental d'Agriculture et d'Elevage de Mouanda. Ce dernier vend les poulets par l'intermédiaire de l'administration municipale de la ville (4). En 1987, la SIAEB a produit 3 millions d'œufs, 3 105 tonnes de poulets et 7 942 tonnes de maïs pour un chiffre d'affaires de 3 055 millions F CFA (22).

Au CAMEROUN comme au GABON on rencontre des porcs. Les élevages avicoles et porcins sont identiques, aussi bien dans leur emplacement que dans leur classement. Ainsi, on trouve l'élevage traditionnel, semi-intensif et industriel.

L'élevage porcin est regroupé dans la zone agro-écologique des hauts plateaux de l'Ouest du CAMEROUN avec 70 % des effectifs. Au GABON il y a au total 40 000 porcs dont la moitié se trouve dans 2 provinces : la N'gounié et le Woleu-Ntem (3) ; c'est un élevage traditionnel qui ne bénéficie d'aucun soin, ni de circuit de commercialisation dans les deux pays. Contrairement au GABON, cet élevage est pratiqué dans toutes les régions du CAMEROUN, mais avec des pourcentages différents.

Quant à l'élevage semi-intensif, les porcs sont parfois de race améliorée et achetés localement au CAMEROUN. Ils sont logés et ont une alimentation convenable dans les deux pays. Seulement au GABON, des chinois se sont installés à N'Toum et à N'DENDE avec succès. Mais, leur système d'élevage en autarcie ne correspond pas aux habitudes africaines, et encore moins la qualité de la viande proposée aux clients.

L'élevage industriel est bien développé au CAMEROUN, il fonctionne conformément aux normes zootechniques des élevages intensifs. Au GABON, en 1981, un projet de ferme pilote d'assistance à la production a vu le jour à 25 km de Libreville, il a été financé par le P.N.U.D.² et l'Etat gabonais.

L'élevage a atteint sa production maximale avec 850 porcs dans une maternité et 2 porcheries d'engraissement. Il existe un abattoir qui débite 20 porcs par semaine et une charcuterie, la viande est vendue à des particuliers et à des bouchers-charcutiers (3). A signaler qu'au CAMEROUN, les effectifs vont des centaines à des milliers de têtes et sont tous de race améliorée achetée dans des établissements spécialisés de l'Etat. La peste porcine africaine a fait des ravages dans ces élevages avec des pertes non négligeables. Certains éleveurs se sont découragés, d'autres ont réduit leurs effectifs. Pour un élevage porcin, il faut pouvoir différencier la production des porcelets qui exige de l'éleveur une technicité élevée ; l'élevage et l'engraissement des porcs, est une action facile à mener à condition d'avoir des porcelets de bonne qualité et des aliments corrects (en qualité et en quantité convenables).

B) Paramètres zootechniques

Les recherches zootechnique et vétérinaire sont menées au CAMEROUN en matière de production animale, de pêche et de faune. Egalement plusieurs études ont été réalisées sur la productivité de la race N'dama par certains auteurs au GABON.

La productivité dépend des systèmes d'élevages et du milieu. En effet dans les ranches, on obtient des résultats bien meilleurs que dans des systèmes traditionnels, sauf quand le ranche a des problèmes de gestion par exemple.

Dans le but de produire un animal à viande aux performances de qualité supérieure, des croisements ont été réalisés entre la race du zébu Goudali de Ngaounderé et les races importées de zébu Braham (des U.S.A.), les qualités recherchées étant la précocité, la fertilité, le gabarit et la qualité bouchère. Les résultats ont donné l'animal Wakwa au CAMEROUN. Il a des performances meilleures avec une supériorité de 15 % en 2 ans, en comparaison du zébu local. Mais par faute de gestion, le cheptel a complètement disparu en 1980. Il en est de même

² P.N.U.D. : Programme des Nations Unies pour le Développement

du programme des bovins laitiers au CAMEROUN où des croisements ont été réalisés entre les vaches Goudali et des mâles Holstein et Montbeliard d'une part et entre des vaches locales Red Fulani, White Fulani et Goudali de Banyo et les races importées Jersiaise et Holstein d'autre part. Les résultats étaient satisfaisants (4 à 5 fois la production du Goudali), plus précoces avec des performances de production plus élevées que la race locale, et une résistance aux maladies. Mais cette partie du programme génétique des vaches laitières n'a pas subsisté.

La race N'Dama est une race de petit format à croissance lente. On note une phase critique entre 8 et 20 mois (1). Les bovins trypanotolérants sont plus aptes à favoriser des pâturages moyens, ils sont moins sélectifs.

Chez les petits ruminants, des recherches se sont orientées vers la caractérisation phénotypique des races locales, d'autres études devant aboutir sur des expériences pratiques ont été menées. Pour les porcs, des études semblables à celles des petits ruminants ont donné de bons résultats. En élevage avicole, les études conduites au CAMEROUN ont révélé que les résultats zootechniques enregistrés par les fermes sont différents. Les meilleurs éleveurs ont des performances semblables à celles de l'Europe, mais la plupart des performances sont moyennes ou médiocres. Ce constat est aussi valable au GABON où en milieu traditionnel l'évolution de l'élevage avicole se heurte à l'insuffisance des aptitudes des volailles exploitées. Cependant, comparativement aux modes d'élevages, la poule locale est bonne pondeuse. Elle peut pondre 60 à 80 œufs par an et pesant 30 à 55 grammes.

Son adaptation au climat chaud et humide, sa rusticité et sa résistance aux divers agents du milieu sont les principales qualités de cette poule.

Au CAMEROUN, les recherches vétérinaires ont commencé vers les dernières années 70. Par manque d'équipement scientifique et de professionnels, l'action n'a pas eu grand effet, la prolificité qui atteint 130 % est satisfaisante (12).

En Adamoua, au CAMEROUN, plusieurs producteurs de café ont des ovins où la fertilité dépasse les 100 %, ainsi, il y a de nombreuses mises bas par an. Les mises bas, la fertilité, la fécondité, les achats, les dons et héritages sont des paramètres d'entrée dans le troupeau aussi bien chez les bovins, ovins que chez les caprins. Tandis que la mortalité, l'exploitation, les ventes pour l'élevage, les dons et les dots sont des paramètres de sortie quelle que soit l'espèce considérée. Par ailleurs, la production de viande bovine par tête est faible (14,75 kg de carcasse) ; dans la zone du projet elle est encore plus faible (11,40 kg), la production ovine serait de 3,75 kg, la moyenne nationale étant de 3,3 kg ; tandis que la moyenne des caprins serait de 2,44 kg pour le projet et 2,64 pour le reste du CAMEROUN.

Les carcasses des ruminants sont estimées à 91,6 % du total viande dans le Nord et l'Extrême-Nord, contre 76 % pour l'ensemble du pays.

La production des volailles est considérée comme étant une action secondaire. Par contre la production porcine rencontre des problèmes de commercialisation. Pour ce qui est du lait, le CAMEROUN n'a pas d'industrie laitière concernant les produits locaux, en dehors du projet laitier de Ngaoundéré (1 500 litres de lait par jour). Le lait produit est tété par le veau ou trait pour l'autoconsommation ou la commercialisation.

D'après LETENNEUR et al. (1995), un troupeau ayant 10 000 têtes est constitué de 3 694 femelles de plus de 4 ans et 2 961 seulement sont en structure stabilisée ; 59 % des femelles mettent bas d'un veau viable par an pour une période de lactation de 220 jours et une production laitière traite de 1,4 litres par jour. Ainsi, une femelle traite par an, produit 308 litres de lait. Pour 100 animaux, seules 8 vaches sont traites, ce qui donne 3,6 vaches traites par troupeau moyen.

La grande partie du lait est autoconsommée sensiblement 9 % de la production traite est vendue. La consommation moyenne de lait est de 10 litres par habitant et par an.

Pour un autre troupeau de 1 000 bovins, la production laitière est de 24 500 litres répartie comme suit : 2 200 litres sont mis à la vente et 22 300 litres autoconsommés.

Le CAMEROUN satisfait 77 % de ses besoins en lait et produits laitiers. La production nationale du lait peut être estimée à 100 millions de litres. En 1985, la consommation en était de 11,6 litres par habitant et par an (12).

C) Aspect sanitaire

Le climat, source de maladies interviendra soit directement, soit indirectement dans certains états pathologiques, notamment le froid qui a un effet direct et provoque des gelures quand la température est très basse. La chaleur comme le froid a un effet pathogène double, direct ; on note des brûlures causées par les coups de chaleurs et un effet indirect. La situation sanitaire au CAMEROUN paraît être maîtrisée en raison de la lutte contre les grandes épizooties et la trypanosomose, tout le monde semble satisfait à ce sujet, contrairement au GABON où quelques actions sont menées çà et là. Un plan prophylactique est établi en système intensif et quelques éleveurs traditionnels en profitent. Il s'étend de janvier à décembre, chaque mois correspond à une phase soit de vaccination, soit de rappel.

D'après AMSLER (1), la trypanotolérance est une propriété biologique qui permet à certaines races, espèces ou individus de vivre normalement dans un milieu naturel infectant, en hébergeant des trypanosomes pathogènes, sans présenter de signe clinique de la maladie.

La résistance varie selon les animaux, les taurins par exemple sont généralement plus résistants que les zébus. La trypanotolérance est soumise à des facteurs génétiques encore mal connus. Toutefois le stress, la sous-alimentation, les maladies intercurrentes sont capables d'anéantir cette résistance, également l'intensité glossilienne et la virulence des trypanosomes. Cette résistance peut aussi baisser avec le degré de croisement, ce qui peut être une gêne considérable dans les ranches de sélection et de multiplication. De fait, la trypanotolérance ne doit pas être perçue comme une qualité stable.

Il a été remarqué une diminution des effectifs vaccinés, diverses raisons sont évoquées :

- Les vaccinations sont à présent payantes,
- Les services vétérinaires ne sont plus motivés comme avant et l'effectif du personnel est en baisse. Un responsable du service de l'Elevage du Nord-Ouest du CAMEROUN s'est lamenté parce que les vaccinations ne se font plus à partir du moment où elles sont devenues payantes. Pour le moment, la situation sanitaire est satisfaisante et les vaccins sont disponibles déclarent les éleveurs Foulbé de Zamay. Mais étant donné les dangers qu'on dénonce chez les pays voisins, ces éleveurs doivent demeurer sur leur garde, car l'O.I.E.¹ recommande d'atteindre 80 % du cheptel vacciné alors que le CAMEROUN n'en était qu'à 54 % en 1993 et peut faire l'objet d'une nouvelle réapparition d'épizootie (12). L'éradication complète des épizooties ne semble pas être pour bientôt.

¹ O.I.E. : Office International des Epizooties

DEUXIEME PARTIE : Aspect Économique

II. Ravitaillement en viande et en lait

A) Ravitaillement en viande

En 1986 au CAMEROUN, les importations étaient de l'ordre de 19 000 tonnes de viande (plus de 15 milliards F CFA), puis de 22 000 tonnes en 1987, elles ont baissé jusqu'à 300 tonnes en moyenne, elles ont baissé de 300 tonnes en moyenne entre 1989 et 1991. Au GABON par contre en 1992, les importations en viande bovine atteignaient 8 867 738 kg pour 3 819 024 914 F CFA, dans cette même période la production nationale était de 701 904 kg pour 526 455 000 F CFA (STEEL E. (21) tableau IX). Le GABON a deux abattoirs modernes à Libreville, l'un de porcs, l'autre de bovins. D'après le Poste d'Expansion de Libreville (18) celui de bovins appartient à S.O.G.A.D.E.L qui a un cheptel de 30 000 têtes avec une éventuelle production de 1 800 tonnes de viande dans l'avenir. Les viandes qui arrivent au GABON sont soit congelées, soit réfrigérées. Des études ont été menées en vue de la création d'autres abattoirs. Mais il s'avère que l'abattoir doit être proche du lieu de production (il n'est pas facile d'acheminer les bovins sur pied).

D'après SAUVEROCHE (19), pour pouvoir abattre la production tout au long de l'année, l'abattoir doit avoir une capacité d'accueil bien supérieure au nombre moyen d'abattages quotidiens, or un tel cadre dans le cas présent tournerait en pure perte. Il est toutefois possible comme il a été dit plus haut, qu'il y ait un abattoir sur le site ou à proximité du ranche, susceptible d'abattre 15 bêtes par jour, ce qui favoriserait l'écoulement de la production. Mais il faut qu'il y ait suffisamment d'animaux.

L'augmentation de la production de viande peut se faire d'une façon ou d'une autre. En ranching, elle peut se faire par une augmentation du bétail, favorisée par des importations, ensuite par une augmentation de la productivité. Le ranche pourra alors fournir la viande de façon régulière. Cependant, le problème majeur se situe dans la constitution du troupeau de base, qui aura à exploiter au maximum les ressources naturelles (amélioration de la production par hectare et de la production par animal). Donc il faut tenir compte du disponible des ressources.

Une possibilité est l'amélioration des pâturages, par rotation en fonction des feux, et la mise en défens de certaines parcelles. Mais l'approvisionnement en bétail trypanotolérant à partir des importations risque d'être un problème à la longue, d'où l'intérêt de créer plusieurs ranches de sélection, de multiplication et de diffusion, dans le but d'assurer un troupeau de base permanent et de répartir les producteurs dans le milieu villageois. Il faut noter que la viande importée est généralement consommée par la population urbaine au GABON.

Si on dispose d'un troupeau moyen de 45 têtes pour la production de viande, on tiendra compte du total disponible, de la productivité pondérale (poids vif), de la productivité en carcasse et abats et des caractéristiques en valeur pour les bovins. Ainsi, une étude réalisée au CAMEROUN pour l'amélioration de l'âge de la première mise bas a révélé qu'une complément alimentaire adaptée accroît la production de viande de 14,7 % chez les bêtes mais la production de lait reste telle.

Il en est de même pour un troupeau d'ovins et de caprins de 13 têtes chacun dont l'étude porte sur l'amélioration à la première mise-bas avec une complémentarité bien adaptée et en avançant de 6 mois l'âge de la première mise bas. Si la fécondité reste la même, on accroît la production de viande de ces troupeaux de 7,7 % pour les ovins et 7,2 % pour les caprins.

Les protéines animales sont issues de diverses origines. De fait, il semble important de mentionner ces autres sources : la viande de brousse (gibier) et le poisson. Ils sont consommés au CAMEROUN et au GABON. La consommation urbaine de gibier serait de 5,8 kg par habitant et par an ; 12 kg en zone de forêt et 6,6 kg en zone de savane dont 90 000 tonnes pour l'ensemble du CAMEROUN, soit 6,7 kg par habitant et par an.

D'après STEEL (21) le volume du gibier vendu aux marchés publics au GABON (Libreville, Oyem, Port-Gentil, Makokou) est évalué à 1 105 510 kg par an. La consommation urbaine est d'environ 6,9 millions de kg par an, en milieu rural, elle est de 11 millions de kg par an.

Cette consommation est deux fois plus grande que celle de la viande de bœuf, la consommation moyenne de gibier pour tous les gabonais est de 17,2 kg par habitant et par an. Ces animaux sont soit capturés par piégeage, soit tués au fusil. Généralement la faune sauvage est peu mentionnée dans les statistiques officielles, elle représente cependant, du point de vue alimentaire et financier une source considérable en zone tropicale. Ainsi pour compenser le manque à gagner quand les produits agricoles voient leurs prix baisser, les principales ressources financières reposent sur la vente du gibier (14). L'intensité de la chasse paysanne a un effet négatif sur l'équilibre des peuplements, ce qui entraîne la disparition de l'essentiel de ces espèces (15).

Il apparaît nécessaire de faire état d'une étude portant sur l'élevage du cobaye *Cavia porcellus* comme animal de boucherie à Tchibanga au GABON, il en ressort que ce cobaye s'adapte bien au milieu et ne pose pas de problème pour son alimentation. C'est un bon fournisseur de protéines, il atteint 750 g de poids vif en 6 mois (10).

Quant à l'autre source de protéines qui est le poisson, il provient de la mer et d'eau douce. La pêche est beaucoup pratiquée au CAMEROUN. Le GABON, pays maritime, (800 km de côtes) et ayant un important réseau hydraulique, importe plus qu'il n'en produit. Les captures gabonaises sont de 22 000 tonnes, or la consommation annuelle est de 35 000 tonnes. 80 % de la production est issue de la pêche artisanale (18). Entre 1989 et 1990, la production en poissons et crevettes au CAMEROUN était de l'ordre de 125 250 tonnes. L'importation se chiffre à 60 000 tonnes. La consommation moyenne est de 16,2 kg par habitant et par an. En 1990, elle était estimée à 36 kg à Douala et 27 kg à Yaoundé (12).

Tableau V : Les ressources en poisson au Gabon(3) (1967)

Origine	Ressources Quantité – Tonnes
<u>Pêche maritime</u>	
- artisanale	1 000,0
- industrielle	<u>1 715,0</u>
Total	2 715,0
<u>Importation mer</u>	<u>3 846,2</u>
Total mer	6 561,2
<u>Pêche eau douce</u>	400
<u>Importation eau douce</u>	3,8
Total eau douce	403,8
<u>Total production</u>	3 115,0
<u>Total importation</u>	<u>3 850,0</u>
Total général	6 965,0

Consommation totale de poisson : 14,7 kg par habitant
(30,5 kg/an/habitant dans les villes et 8,8 kg/an/habitant dans les provinces rurales).

B) le ravitaillement en lait

En ce qui concerne le lait, au GABON les ranches n'ont pas de vocation laitière, car le bétail exploité (trypanotolérant) est de préférence considéré comme bétail à viande. D'après OLIANG NDONG (16) les vaches laitières importées des pays tempérés en zones tropicales, n'ont pas les mêmes performances que celles qu'elles avaient dans leur pays d'origine, même si elles ont un abreuvement et une alimentation suffisants. Donc le potentiel génétique n'est pas le seul facteur limitant, l'effet du climat de l'alimentation et la pathologie sont aussi des paramètres considérables. La température ambiante influe notamment au niveau du rendement et sur la composition du lait. Les zones où la température est basse toute l'année, avec de fortes pluies telles que les régions de Mbigou, Mekambo et Oyem sont propices à l'élevage laitier.

D'après SAUVEROCHE (19) on ne peut pas utiliser à court terme les sous-produits de l'élevage, notamment le lait et le fumier. Le lait, en raison de l'insuffisance de la production en système extensif qui suffit à peine pour l'alimentation du veau. Quant au fumier, la collecte s'avère négligeable pour être utilisée dans le but d'amender les sols. En Afrique Centrale, d'après AMSLER (1), la demande en lait est orientée vers les produits de transformation de l'industrie laitière (lait concentré, lait en poudre, etc).

Au CAMEROUN par contre, pour un troupeau de bovins de 1 000 têtes, la production laitière traite est de 24 500 litres de lait. Le projet laitier de Ngaoundéré a une usine qui a une capacité de 10 000 litres de lait par jour, soit 3 millions de litres en une année.

Le CAMEROUN a sur son marché le lait et le beurre vendus par les fermiers ; le lait et les produits dérivés (beurre, yaourt, fromage) transformés localement à partir du lait du pays ; le lait reconstitué et les produits laitiers (yaourt) à partir du lait en poudre importé ; le lait et les produits finis qui arrivent tout droit de l'étranger et mis sur le marché. La consommation moyenne est évaluée à 10 litres par habitant et par an, tout en ayant à l'esprit qu'elle peut varier de 200 kg par habitant et par an, chez les éleveurs Mbororo à une quantité insignifiante chez les paysans forestiers. Le CAMEROUN couvre 77 % de ses besoins en lait et produits laitiers (12).

Tableau VI : Quantité de lait et produits laitiers importés par le Gabon (1).

	1985	1987
Lait frais (t)	1 500	130
Lait sec (t)	900	950
Lait frais + condensé +sec (1 000 \$)		6 520

Comme le Gabon ne produit pas de lait, il en importe, et aussi les produits laitiers. Le bétail exploité étant considéré comme n'étant pas laitier, il n'est donc pas trait.

II Commercialisation

Le tableau VII résume les prix du bétail relevés sur les marchés du CAMEROUN en 1995 (12)

	Bazzama Bertoua	Gbiti	Maroua	Likok	Ngaoui	Yaoundé	Moyenne marchés N et E.N.
Taureaux bon état	158 200	90 000	150 200 200 000 325 kg	150 000	110 000 120 000	170 000	92 000
Taureaux état médiocre	55 500	65 000					
Taurillons bon état	52 500	55 000	60 000	65 000			38 500
Taurillons état médiocre	34 800						
Vaches bon état	84 100	80 000	85 000	90 000	75 000	90 000	71 300
Vaches état médiocre	61 200	70 000	70 000				
Génisses bon état	69 000	60 000					
Génisses état médiocre	40 000						47 800
Castrés bon état	150 800	100 000	120 000 165 000			160 000 180 000	94 700
Castrés état médiocre	89 400		115 000 152 kg				
Castrés excellents	217 400	120 000					

En se référant aux effectifs énumérés plus haut, on se rend compte du capital qui s'y dégage.

Le taux d'accroissement de prix à Yaoundé serait à peu près de 40 % pour les animaux de bonne qualité et un peu plus pour les animaux de petit format et les femelles. En juillet 1995, le kg de carcasse se vendait à 850 F CFA à Yaoundé et 700 F CFA à Bamenda au CAMEROUN. Le prix de vente de détail autorisé de la viande bovine au GABON est maintenu jusqu'à présent à 1 000 ou 1 300 F CFA par kg de carcasse pour la viande désossée congelée.

Ces bas prix trouvent leur explication dans la politique de subvention à l'exportation de la viande bovine, pratiquée par la C.E.E.¹ qui approvisionne à 70 % la viande du GABON ; et l'absence de taxe et droits de douane par les importations de viande bovine.

¹ C.E.E. : Communauté Economique Européenne

Mais sur le marché peu étendu de la viande fraîche, les prix sont un peu majorés par rapport aux prix officiels (1 500 à 1 800 F. CFA par kg (19)). Le transport des carcasses vers certains centres urbains se fait par des containers frigorifiques. Des essais ont été réalisés afin d'apprécier la dégradation des carcasses pendant le transport routier. Les résultats étant positifs, cette solution a été maintenue. La vente est faite en priorité, dans la région productrice pour réduire les coups de transport. Mais, il se pose un problème de local pouvant abriter la viande. Il faut donc congeler la viande ou créer d'autres locaux. La totalité de la viande n'étant pas écoulee sur place, une partie est alors acheminée sur Libreville où il y a beaucoup de consommateurs qui recherchent une viande de qualité ; contrairement à la viande du N'Dama qui ne correspond pas au point de vue tendreté à la demande de cette clientèle, la consommation et la commercialisation ont fait l'objet d'une étude en 1994. Les totaux du gibier vendu et la consommation gabonaise sont résumés dans le tableau VIII. N'est pas prise en compte la viande vendue hors des marchés sauf à Libreville.

Tableau VIII Résultats de l'ensemble du Gabon : Consommations et ventes de gibier en 1994 (21).

Localité	Kg/année	F CFA /année	Valeur/année US \$
Libreville (marchés et hôtels)	510 560	401 410 732	1 384 178
Marché de Port-Gentil	249 660	316 593 700	1 091 702
Marché d' Oyem	207 320	115 253 500	397 426
Marché de Makokou	137 970	47 969 400	165 412
A Total commerce formel	1 105 510	881 227 332	3 038 718
B Résultats d'enquêtes des consommateurs (LBV) moins commerce formel	6 938 440	7 569 114 068	26 100 322
C consommation rurale estimée	11 278 956		21 002 193
D consommation inconnue (commerce en milieu urbain sauf marchés formels)			
Somme globale (A+B+C)	19 322 906	14 540 703 640	50 141 233

Dans le tableau VIII on se rend compte de l'importance de la consommation du gibier dans l'économie nationale.

Tableau IX Importations et productions locales de bœuf au Gabon. Statistiques de 1991 et 1992 (21).

Consommation nationale de bœuf	1991		1992	
	Volume (kg)	Valeur	Volume (kg)	Valeur
Importations	9 830 504	4 287 769 106	8 867 738	3 819 024 914
Productions nationales	603 8000	452 850 000	701 940	526 455 000
Total	10 434 304	4 730 619 106	9 569 678	4 345 479 914

Les tableaux VIII et IX font ressortir l'écart qui existe entre les prix à l'importation et la production de la viande de bœuf et le gibier. Le gibier coûte beaucoup plus cher que la viande de bœuf importée ou produite localement.

Le P.I.B. était de l'ordre de 1,565 milliards de F CFA en 1992. Cette étude affirme que la consommation du gibier constitue 1 % de ce chiffre. Le secteur agricole ayant participé pour US\$ 462 985 000 dans l'économie du pays en 1990 ; tandis que la consommation du gibier était de 10,8 % du total (21).

Le tableau X résume les consommations de produits animaux au CAMEROUN en 1995 (12).

	Boeuf	Ovin/ caprin	Porc	Volailles	Viande	œufs	Lait
Production traditionnelle (t)	88 200	21 500	13 600	17 700	141 000	4 600	100 500
Production améliorée			13 700	4 200	17 900	6 400	
Production totale	88 200	21 500	27 300	21 900	158 900	11 000	100 500
Importation	27 000	2070			29 070		30 000
Exportation	18 900	720			19 620		
Consommation	96 300	23350	27 300	43 800	168 850	11 000	130 500
% couverture	92	92	100	100	94	100	77
Kg/habitant	7,1	1,7	1,9	1,5	12,2	0,8	9,7

En tenant compte des normes internationales pour la consommation des produits animaux, on aura donc en kg d'équivalent viande/habitant/an :

- Viande 12,36 dont

◇ bœuf	7,11
◇ petits ruminants	1,74
◇ porcs	2,02
◇ volailles	1,49

- Lait	1,92
- œufs	0,71
- Poissons	15
- Gibier	6,70

Soit 36,7 kg/hbt/an d'équivalent viande. Les équivalences sont faites en fonction des abattages, des importations et des exportations des animaux. Les recommandations de la F.A.O. sont de l'ordre de 22 kg/hbt/an pour un optimum de 42 kg. Toutefois, on remarque une faible consommation des produits laitiers et des œufs.

Comme au GABON, le CAMEROUN est doté de 2 abattoirs modernes, l'un à Yaoundé, l'autre à Douala, tous les deux construits de la même façon avec une capacité d'abattages quotidiens de 200 bovins, 200 petits ruminants et 100 porcs.

Donc par an, ils débitent 11 500 tonnes de viande. Cependant en 1994, trois abattoirs ont été rénovés et équipés à Obala, Bamenda et Garoua.

Les taxes d'abattages sont de 4 000 F CFA par bovin et équin, 3 000 F CFA par porc et 1 000 F CFA par petit ruminant.

Le CAMEROUN importe les produits tels que : les conserves (1 500 tonnes en 1995), les œufs (534 tonnes en 1988), des produits laitiers (8 500 tonnes en 1993), des poissons (environ 50 000 tonnes) avant la dévaluation et du bétail vif.

Le CAMEROUN est également un pays exportateur de bovins sur pied, vers les pays membres de l'U.D.E.A.C.¹ non producteurs (Congo, Guinée Équatoriale, surtout GABON). Il est autosuffisant du point de vue œufs.

Notons que les exportations se font aussi vers d'autres états non-membres de l'U.D.E.A.C., tels que le Nigeria et le Tchad.

Tableau XI Importations et exportations des ruminants en 1988 (12).

	Bovins	Petits ruminants
Importations Tchad et R.C.A.	150 000	115 000
Exportations Nigeria	100 000	30 000
Exportation GABON	5 000	10 000
Importations nettes	45 000	75 000

Les effets de la dévaluation se ressentent sur plusieurs points, le pouvoir d'achat est en baisse. Les prix sont plus élevés, ainsi les importations et les exportations des animaux se font soit officiellement, soit clandestinement dans ces pays d'Afrique.

Du fait que le P.I.B. de l'élevage est sous-évalué au CAMEROUN et le manque de statistiques, les estimations qui vont suivre ont eu pour bases les comparaisons et les croisements entre agrégats (consommation, importation, exportation) et peuvent être considérées comme étant des bases de calcul. Ces estimations ne tiendront pas compte de la pêche (12).

- Bovins
 - ◊ capital fixe 282 900 millions F CFA
 - ◊ capital circulant 2 500 millions F CFA
- Ovins
 - ◊ capital fixe 32 760 millions F CFA
- Caprins
 - ◊ capital fixe 28 420 millions F CFA

Pour beaucoup d'éleveurs, l'effectif du troupeau est un signe de prestige social, le système bancaire est peu sollicité. Donc le bétail est difficilement exploitable de façon rationnelle. LETENNEUR (1988).

- Equins
 - ◊ capital fixe 800 millions F CFA

¹ U.D.E.A.C. : Union Douanière des Etats de l'Afrique Centrale.

• Asins	
◇ Capital fixe	1 000 millions F CFA
• Porcins	
◇ Capital fixe	10 320 millions F CFA
• Volailles	
◇ Chair	
◇ Moderne	2 430 millions F CFA
◇ Paysan	10 780 millions F CFA
• Pondeuses	
◇ Moderne	1 050 millions F CFA
◇ Paysan	10 780 millions F CFA

Ainsi le chiffre 373 milliards représente le patrimoine cheptel avec 17 milliards de capital circulant.

La valeur ajoutée sur le commerce extérieur (taxes) (12)

• Les importations des animaux sur pied	
60 000 bovins soit	120 millions F CFA
85 000 ovins soit	170 millions F CFA
• le transit des animaux sur pied	
90 000 bovins soit	27 millions F CFA
30 000 ovins soit	5 millions F CFA
• les exportations d'animaux sur pied	
15 000 bovins pour	60 millions F CFA
10 000 ovins pour	40 millions F CFA

La valeur ajoutée par le commerce intérieur des animaux commercialisés sur les marchés

350 000 bovins pour	70 millions F CFA
350 ovins/caprins pour	18 millions F CFA
65 porcs pour	3 millions F CFA
6 000 équidés pour	1 million F CFA

Le trafic vers le sud du CAMEROUN a été estimé à 130 000 bovins qu'il soit par le chemin de fer, par camion ou à pied, c'est ainsi que pour un prix producteur de 100 avec tout ce que cela comporte arrivant par le train, la valeur ajoutée pour le commerce est de 1 420 millions F CFA et à pied de 424 millions F CFA.

Les abattages (inspections sanitaires)

• 225 000 bovins pour	113 millions F CFA
• 45 000 ovins pour	5 millions F CFA
• 13 000 porcins pour	1 million F CFA
• 250 équins	

Etant incluses dans le volet des agro-industries les taxes d'abattages ne sont pas mentionnées.

Pour ce qui est de la vente d'autres produits animaux, au CAMEROUN, certains producteurs ne trouvant plus de marchés locaux exportent les œufs vers les pays voisins (GABON, R.C.A., voire même la Côte d'Ivoire) par l'intermédiaire d'autres commerçants à qui ils vendent le plateau d'œufs à 1 300 F CFA. Ces nouveaux circuits échappent également aux contrôles douaniers, donc pas de statistiques fiables. Quant au GABON, la vente des œufs

et des poulets de réforme de N'Koltang est assurée par la SMAG elle-même qui utilise ses propres camions pour le transport jusqu'aux supermarchés, marchés, restaurants, commerçants, etc., les poulets de réforme sont livrés en vif pour la vente. Toutefois la majorité des consommateurs d'œufs habitent à Libreville et à Franceville (les grandes villes). En raison des habitudes alimentaires africaines, et du coût élevé de l'œuf (420 F CFA les 6 œufs en 1984), la clientèle n'afflue pas.

TROISIÈME PARTIE : Importance socio-économique des activités de l'élevage

I. Comparaison entre les deux pays

En se référant à cette étude, il en ressort des aspects saisissants. Quoi qu'il y ait eu de nombreuses importations d'animaux, et la création de ranches afin de développer l'élevage, le GABON demeure à ce jour toujours dépendant de l'extérieur, à l'opposé du CAMEROUN qui semble maîtriser la situation. Il est vrai qu'à la fin des années 70, il importait des viandes congelées de l'Europe jusqu'à 22 000 tonnes jusqu'en 1987. Mais entre 1989 et 1991, le CAMEROUN n'importait plus que 300 tonnes par an en moyenne, un fait tout à fait remarquable, en raison d'un arrêté présidentiel, fixant à 1 000 F CFA par kg la valeur minimale imposable à l'importation pour les viandes et abats. Ces importations sont à présents négligeables ; or au GABON en 1992, elles étaient à 8 867 738 kg contre 701 940 kg de production nationale bovine.

Le CAMEROUN couvre 92 % de ses besoins en bœuf, 92 % ovin/caprin ; porc 100 %, volailles 100 %, viande 94 %, œufs 100 % ; lait 77 %.

Ce sont donc les volets « lait » « conserves en petites quantités et poissons » qui dépendent encore de l'extérieur. quant au GABON, en dehors du volet « œufs » où il est autosuffisant, avec une infime quantité provenant du CAMEROUN, pour le reste, il est très dépendant de l'étranger.

L'agriculture en général et l'élevage en particulier sont très importants dans un pays car ils assurent la sécurité alimentaire notamment celui des produits animaux. Le P.I.B. de l'élevage a ou peut avoir son importance dans l'économie nationale, tant sur l'aspect social que sur l'épargne ou la trésorerie. L'effet de l'élevage sur l'environnement présente aussi des effets positifs dans le sens du maintien de la fertilité des sols agricoles par des apports en fumier, l'amélioration de la texture des sols et aussi le travail animal (labour), par rapport aux gros engins qui causent des dégâts assez importants.

II. Perspectives

Ayant une tradition pastorale, le problème d'adaptation à l'élevage ne se pose pas au CAMEROUN. Le gouvernement gabonais a choisi une bonne option en créant des ranches avec des animaux trypanotolérants. Mais il faut avoir à l'esprit que pour s'orienter vers une autosuffisance alimentaire immédiate, il faut envisager d'autres moyens tels que les monogastriques qui ont des cycles de développement courts et facilement rentables. Ces élevages y sont déjà (porcs et volailles). Bien entendu les ranches et les associations d'éleveurs ont favorisé l'augmentation de la production de viande dans ces deux pays, la difficulté reste la quantité d'animaux susceptibles d'être accueillie dans le pays afin d'obtenir des bénéfices durables. Des ranches ont fait faillite par manque de financement. Un programme d'amélioration génétique se réalise sur une période assez longue donc nécessite des fonds importants notamment chez les bovins. Afin d'éviter d'autres échecs dans l'avenir, avant d'entreprendre telle ou telle action, il serait judicieux de réaliser une étude de faisabilité au préalable, du point de vue technique et économique.

Pour le volet petits ruminants, la situation est presque la même que celle des bovins avec des possibilités d'accroître la productivité plus simple que chez les bovins, en améliorant le côté santé du cheptel.

Pour les porcs, la principale difficulté à surmonter est la peste porcine africaine. Cette situation trouvera une issue dans les mesures préventives ce qui facilitera le développement de la production villageoise améliorée. L'organisation et la propagation des méthodes de lutte pourront permettre d'atteindre un taux de croissance satisfaisant, avec une bonne santé ; prévoir également des circuits de commercialisation.

En ce qui concerne le volet volailles, les charges en élevages modernes sont très lourdes du point de vue intrants importés. Pour cela, il serait souhaitable que ces élevages utilisent au maximum des intrants locaux. Au CAMEROUN, c'est l'épanouissement de l'élevage villageois qui est le plus prometteur, par contre au GABON il semble stationnaire. Les élevages villageois au CAMEROUN, semi-intensifs et intensifs pour les deux pays, doivent dans la plupart du temps utiliser les intrants locaux pour leur développement. L'élevage semi-intensif au GABON est également prometteur, car les exploitations bien suivies donnent des résultats encourageants, même sans débloquer de gros moyens, elles sont quand même rémunératrices. Au GABON, il s'agit surtout de motivation, d'engagement et d'acquisition de certaines connaissances pour mener à bien tout élevage.

Le SMAG couvre 98 % des besoins en œufs du GABON. Mais cette dernière importe ses poussins de 1 jour, il serait possible, voire rentable de créer des établissements à vocation « naisseurs » afin de l'approvisionner, ce qui lui éviterait des importations de poussins de 1 jour. Un élevage mixte, regroupant une aviculture rationnelle semi-intensive et une aviculture intensive, toutes les deux déjà en place est envisageable. Les deux Etats devraient pour cela soutenir et encourager le développement de l'aviculture semi-intensive, en accordant des fonds nécessaires, et la formation appropriée à de petits investisseurs privés, tout en exploitant les ressources alimentaires et les potentialités génétiques des oiseaux locaux, dans le but de produire des poussins (sélection, croisement, etc.).

En se référant aux chiffres des importations de tous produits animaux confondus, le développement de l'élevage devrait être une priorité qui passe par l'augmentation de la production, afin de permettre la croissance économique de la nation en multipliant les exportations et en réduisant les importations des produits animaux et les intrants à leurs productions, pour favoriser l'usage des intrants locaux. Produire en grande quantité sous-entend, consommer en grande quantité lorsque le pouvoir d'achat de la population le permet, mais ce pouvoir d'achat a dû baisser à cause de la dévaluation, donc un effort considérable doit être fait sur ces points :

- accroître la consommation ;
- et créer des emplois pour rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande ;
- accroître la production en réorganisant les filières ;
- limiter les charges de l'Etat en soutenant l'épanouissement du secteur privé, autrement dit redynamiser l'élevage traditionnel ;
- former les éleveurs, susciter la concurrence entre les coopératives et les sociétés du secteur élevage, promouvoir le secteur privé.
- Ce plan d'action repose sur :
 - le désengagement de l'Etat, ce qui suscite des réformes dans certains domaines (l'Etat aura pour fonction d'encourager et de contrôler, les professionnels et les privés produiront).
 - une réorganisation des filières productrices,
 - une parfaite intégration de l'élevage dans l'économie nationale. La possibilité d'une association entre éleveurs et cultivateurs serait bénéfique à tous, respectivement en ayant différentes sources de revenus ; durabilité des systèmes de production ;

disponibilité en fumure animale, etc. pour les uns, et disponibilité en sous-produits agricoles, etc. pour les autres.

Autres

Les moyens mis en œuvre par les deux Etats sont divers dans le but d'accroître la production de viande ; on trouvera au CAMEROUN la Société de Développement des Productions Animales (SO.DE.P.A.), la Mission Spéciale d'Eradication des Glossines (M.S.E.G.), les Caisses de Développement de l'Elevage (C.D.N.E., C.D.E.N.O., C.D.P.M.), etc., au GABON l'O.G.A.PRO.V. et l'AGRO-GABON.

CONCLUSION

L'élevage est présent aussi bien au CAMEROUN qu'au GABON, mais les pratiques varient d'un pays à l'autre ; c'est ainsi qu'on ne trouvera pas le mode transhumant au GABON par exemple. Les ranches et les importations ont certes permis une augmentation de la production de viande, mais la demande étant plus forte que l'offre, le GABON continue d'importer les produits animaux ; au CAMEROUN par contre, les importations ont presque cessé.

Considérant les projets que se fixent les Etats, et les moyens dont ils se dotent :

- la création des ranches,
- le soutien accordé aux éleveurs (l'accès au crédit, l'éradication des glossines, la création des points d'eau, etc.)
- les recherches zootechniques et vétérinaires,
- l'obligation et la gratuité des vaccinations, mais qui deviennent payantes à présent,
- l'encadrement des éleveurs, etc.
- si éleveurs et agriculteurs se mettent d'accord sur la gestion des terroirs, il y aurait complémentarité des produits vis versa et les querelles cesseront.
- veiller au maintien et au perfectionnement des pâturages.

Et en se référant à ces résultats où le CAMEROUN satisfait la presque totalité de ses besoins en bœuf, en ovin/caprin, en viande. En lait, il en importe encore mais peu. En ce qui concerne les porcs, les volailles et les œufs, il est autosuffisant.

Le GABON quant à lui, assure 98 % de ses besoins en œufs par le système intensif, les 2 % qui restent sont issus du secteur semi-intensif. Les problèmes posés par l'élevage avec la résolution des hommes, les moyens matériels et les ressources humaines mis en jeu pourront trouver une issue durable et satisfaisante.

BIBLIOGRAPHIE

1. AMSLER S., 1990. Les ranches de bovins trypanotolérants en Afrique Centrale : Intérêts et problèmes. Synthèse bibliographique 1989-1990. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort, P. 3-20.
2. BARDOUX P., 1986. les petits ruminants dans la province de l'Extrême-Nord du Cameroun : Enquête zootechnique. Thèse Ecole nationale vétérinaire d'Alfort France. N.° 96, P. 181
3. BONNET J. M., 1985. Place, intérêt et limites de l'élevage avicole au Gabon en 1983. Thèse. Université Claude Bernard de Lyon. N °46, P. 76
4. BOUDET G., 1980. Production animale et son avenir dans le Haut-Ogooué. Rapports Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort. P. 134.
5. BOURZAT B., 1991. Comité scientifique, session du 16 au 21 décembre 1991. Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques de FARCHA. Rapport. Recueil des protocoles de recherches, P 89.
6. DEBEL A., 1977. Le Cameroun aujourd'hui. 3^{ème} édition. Les éditions J. A. Paris , P. 12.
7. ELION C., 1991. Le ranching bovin en zone intertropicale humide : Contexte économique, éléments techniques, résultats dans différents pays : Congo, Gabon, Zaïre. Synthèse bibliographique 1990-1991. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux de Maisons-Alfort. Paris, P 44.
8. EYI NGUI V., 1982. Elevage bovin dans les savanes du bassin inférieur de la LEKEDI. Ranch de l'A.G.A.PRO.V. : Evaluation technique et propositions. Mémoire de DESS. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort. France, P. 35
9. F.A.O., 1989. Production et Santé animale (ITA). Rome.
10. FRANSOLET M.C. ; HORLAIT P. ; HARDOUIN J., 1994. Elevage expérimental du cobaye *Cavia porcellus* en région équatoriale au Gabon. Revue d'élevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Expansion scientifique française. N° 1, vol 47. Périodique, p 107-111.
11. LETENNEUR L., 1988. Identification des besoins et propositions de programmes de recherche concernant l'élevage dans la zone du projet Base.-Centre GAROUA SEB III (Nord-Cameroun). Rapports Letenneur 20. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort. France, P. 11.
12. LETENNEUR L. ; DOUFISSA A. , NANKO G. ; TACHER G. ; LOBRY J.C., 1995. Etude du secteur élevage au Cameroun. Rapports LETENNEUR . Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, N°44, 520 p.

13. Ministère de la Coopération, 1993. Mémento de l'Agronomie. 4^{ème} édition. Collection « techniques rurales en Afrique », P. 1259.
14. NGANDJUI G., 1997. Inventaire et utilisation de la ferme mammalienne en milieu forestier équatorial : Cas du secteur ouest de la réserve de la biosphère du Dja (Sud-Cameroun). Thèse. Université Paul Valéry, Montpellier III, P. 127-128.
15. NGNEGUEU P.R. ; FOTSO R.C., 1996. Chasse villageoise et conséquences pour la conservation de la biodiversité dans la réserve de la biosphère du Dja. ECOFAC/CAMEROUN, P. 7-23.
16. OLIANG-NDONG P.G., 1980. La climatologie appliquée à l'élevage, tentative d'exploitation de ces données par l'implantation et le développement de l'élevage au Gabon. Thèse. Université de Dakar. N°1, P.84.
17. PINGRIE A., 1985. Essais d'intensification de l'élevage en zone équatoriale : Ranch de l'O.G.A.PRO.V. République gabonaise. Mémoire de D.E.S.S 1984-1985. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort. France., P. 20-25.
18. Poste d'Expansion économique de Libreville : Guide des affaires Gabon 95. Note géographique et économique, 1995, P. 30 (Document interne).
19. SAUVEROCHE B., 1987. Le ranch de Nyanga (Gabon). Introduction de l'élevage bovin dans les pays d'Afrique équatoriale. Rapport de stage 1986-1987. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort, P. 58.
20. SERRES H., 1976. Projet de structure d'un centre pour le développement des élevages avicole et porcin au Gabon. Rapports SERRES 26. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. Maisons-Alfort, P. 1-2.
21. STEEL E., 1994. Etude sur le volume et la valeur du commerce de la viande de brousse au Gabon, P. 84 (Document interne).
22. Tableau de l'économie gabonaise en 1987-1988. Bulletin de l'Afrique noire. N ° 1433. p 6.
23. URL : <http://www.Camnet.cm.htm> (consulté le 21-03-98).
24. URL : <http://www.presidence.Gabon/Com/f/donnees/eco/ecogeneral.html>. (consulté le 21-03-98).
25. YEM-YEM Z., 1973. Production de l'œuf de consommation au Cameroun. Thèse. Ecole nationale vétérinaire d'Alfort. Maisons-Alfort. France., P. 89.